

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
PARTIE I - LES FONDEMENTS DE LA RESTITUTION.	21
Chapitre préliminaire - Un aperçu historique et comparé de la restitution	23
Section 1 - Le droit romain	24
Section 2 - Les droits français et québécois	29
Section 3 - Le droit de tradition anglaise.	34
Conclusion du chapitre préliminaire	37
Titre 1 - La restitution, composante de la sanction	39
Chapitre 1 - Les causes de la restitution	43
Section 1 - La restitution normale – facteur de dispersion	44
A) Les prestations issues de la restitution normale	45
a) La restitution normale dans le contrat – mise en œuvre d’une prestation contractuelle	45
b) La restitution normale en droit des biens comme application des effets du droit de propriété	49
B) La difficulté d’unifier les obligations de restitution normale	51
Section 2 - La restitution anormale – facteur d’unité	53
A) Les prestations issues de la restitution anormale.	53
a) La restitution contractuelle anormale.	54

b) Les autres cas de restitution anormale	56
B) L'opportunité d'un régime unifié.	57
a) La correction des effets d'une prestation initiale . . .	58
b) Le cas particulier de la clause contractuelle entraînant la résolution	60
Conclusion du chapitre 1.	63
Chapitre 2 - L'effet associé à la restitution.	65
Section 1 - La rétroactivité et ses limites.	66
A) Les difficultés conceptuelles de la rétroactivité	66
a) La reconnaissance récente de la rétroactivité.	67
b) La fiction juridique issue de la rétroactivité	70
B) Les difficultés fonctionnelles de la rétroactivité.	75
a) La survie de certaines clauses en matière contractuelle	75
b) La rétroactivité et le contrat à exécution successive	76
c) La rétroactivité inopposable aux tiers.	77
d) La rétroactivité et le rapprochement d'un état initial.	78
Section 2 - Le caractère prospectif de la restitution	79
A) Un régime de restitution sans rétroactivité	79
B) La neutralisation de l'effet matériel pour l'avenir	86
a) La restitution tributaire d'un effet matériel	86
b) Une appréciation renouvelée de la restitution et de la rétroactivité	88
Conclusion du chapitre 2.	92
Conclusion du titre 1.	93

Titre 2 - La restitution, garantie d'équilibre	95
Chapitre 1 - L'influence du quasi-contrat	97
Section 1 - Les liens entre les quasi-contrats et la restitution	101
A) La réception de l'indu	102
a) Le rapprochement en droit français	104
b) Une critique du rapprochement	106
B) L'enrichissement injustifié	108
a) L'adoption en droit français et en droit de tradition anglaise	111
b) Une critique de l'adoption	114
Section 2 - Les liens entre l'équité et la restitution	117
A) L'équité – outil de justice	118
a) Un survol historique de l'équité	119
b) Les principes de justice sous-jacents à l'équité	122
c) Les manifestations de l'équité	125
B) L'équité dans la restitution	128
a) L'influence de l'équité dans le régime juridique	128
b) Le recours excessif à l'équité – difficulté en droit québécois.	130
Conclusion du chapitre 1	132
Chapitre 2 - L'influence de la responsabilité	135
Section 1 - L'interaction de la restitution et de la responsabilité	136
A) L'autonomie justifiable de la restitution et de la responsabilité	137
a) Les principales distinctions justifiant des régimes juridiques autonomes	137
i) Les distinctions théoriques.	139

ii) Des différences quant à l'exécution	141
b) L'effet indirect de la responsabilité	142
B) La coexistence de la restitution et de la responsabilité	145
a) Le cumul des recours	145
b) Le cas particulier de la réduction de l'obligation corrélative	150
Section 2 - Les cas révélateurs de la frontière entre restitution et responsabilité	153
A) La « restitution » des profits issus d'une faute lucrative	154
a) L'admission récente du recours en droit civil	155
b) Le difficile rapprochement entre le recours et la restitution de droit civil	159
B) La restitution du prix de vente par le notaire instrumentant	162
a) La reconnaissance de la distinction en droit français	162
b) L'oubli momentané d'une distinction au Québec	165
Conclusion du chapitre 2	170
Chapitre 3 - La coexistence de la restitution et du droit de propriété	173
Section 1 - La revendication distincte de la remise en état	175
A) Les intérêts protégés par la revendication	176
a) La protection d'un droit réel	177
b) La protection d'un droit personnel	181
B) L'absence d'intégralité liée au recours en revendication.	184
a) Les mesures préventives	184

b) La responsabilité comme sanction complémentaire	187
Section 2 - La restitution au service de la remise en état . . .	190
A) L'objet du recours en restitution anormale.	190
a) La remise en état liée à la répétition d'une prestation	190
b) La remise en état liée au transfert d'un droit de propriété – l'obligation de donner et la restitution	195
i) L'obligation de donner en droit québécois . . .	196
ii) Le transfert de propriété suivant le fait générateur.	198
B) L'intégralité accomplie par l'action en restitution . . .	202
a) La remise en état complète opérée par la restitution.	202
b) La remise en état en fonction de l'équilibre recherché.	204
Section 3 - Les conséquences de la distinction entre restitution et revendication	209
A) Les conséquences de la mise en cause d'un droit réel	209
a) Le cas de l'action en revendication et en restitution normale	209
b) Le cas de l'action en restitution anormale	212
B) Les conséquences liées à la théorie des risques	216
a) Le cas de l'action en revendication et en restitution normale	216
b) Le cas de la restitution anormale	217
Conclusion du chapitre 3	220
Conclusion du titre 2	220
Conclusion de la partie I	222

PARTIE II - LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA RESTITUTION DES PRESTATIONS	225
Titre 1 - Les considérations inhérentes à la prestation.	227
Chapitre 1 - La restitution du principal	229
Section 1 - La restitution en nature.	229
A) La restitution à l'identique	231
a) Les prestations susceptibles de restitution en nature.	232
i) La nécessité du transfert d'un droit	232
ii) L'exigence de la matérialité	235
b) L'imposition législative de la restitution en nature.	236
B) La restitution en genre	237
a) Les biens fongibles	238
i) Les modalités de restitution des biens fongibles	238
ii) Le cas spécifique de l'argent	239
b) Le remplacement du bien	242
Section 2 - La restitution par équivalent	245
A) L'impossibilité ou la difficulté à restituer en nature	249
a) En raison de l'objet de la prestation	251
i) La prestation purement personnelle.	252
ii) Le cas du contrat à exécution successive	255
b) En raison du passage du temps	259
i) La perte de détention d'un bien	259
ii) L'absence d'utilité de la restitution en nature	260
B) Le calcul de l'équivalence	266
a) Le moment de l'évaluation	267

b) La preuve nécessaire à l'évaluation de la prestation	270
i) L'évaluation de la prestation liée à un droit réel	271
ii) L'évaluation de la prestation purement personnelle	274
Conclusion du chapitre 1	275
Chapitre 2 - La restitution complémentaire	277
Section 1 - La jouissance de la prestation liée à un bien	279
A) Les fruits et revenus	280
a) Le droit du restituant de conserver les fruits et revenus	282
i) Les solutions avancées en droit québécois et français	282
ii) L'exception justifiable au principe d'intégralité	284
b) Les limites au droit de conserver les fruits et revenus	286
i) Les fruits et revenus produits à compter de la demeure et de la connaissance des circonstances à l'origine du fait générateur	286
ii) Les fruits et revenus limités par les efforts du restituant	287
c) Le mode de calcul	289
i) Les fruits et revenus	289
ii) Les intérêts	290
B) Les autres formes de jouissance	294
a) Le droit du restituant de jouir du bien	294
i) L'ambivalence en droit français	294
ii) Le choix québécois	296
b) Les limites du droit du restituant de jouir d'un bien	298
i) La jouissance à compter de la demeure ou de la connaissance des circonstances à l'origine du fait générateur	298

ii) La prestation ayant pour objet la jouissance d'un bien	299
iii) La prestation ayant pour objet un bien se dépréciant rapidement	300
c) Le mode de calcul	303
i) L'usage et l'usure.	303
ii) La « valeur de location »	304
Section 2 - La variation de valeur	305
A) Les plus-values	306
a) La plus-value du fait du restituant.	306
i) Les impenses immobilières.	308
ii) Les impenses mobilières	311
b) La plus-value sans le fait du restituant	312
B) Les moins-values	313
a) Les moins-values du fait imputable au restituant	315
i) L'usage normal et son impact sur la valeur économique du bien	315
ii) L'usage anormal	319
b) Les moins-values sans le fait du restituant	322
i) La perte par vétusté ou par motif purement économique	322
ii) La perte partielle par force majeure	323
Section 3 - Les frais de restitution	324
A) Les frais se rapprochant de la responsabilité	325
B) Les frais nécessaires à la restitution	326
Conclusion du chapitre 2	328
Conclusion du titre 1	330

Titre 2 - Les considérations externes à la prestation.	331
Chapitre 1 - Le comportement du restituant	333
Section 1 - L'imputabilité du restituant.	334
A) L'imputabilité comme facteur de modulation de l'obligation de restituer	336
a) L'imputabilité assimilée à la mauvaise foi et la faute	336
b) L'imputabilité associée au fait générateur.	338
c) L'imputabilité associée à la connaissance	340
B) L'effet sur l'obligation de restituer	343
a) La restitution par équivalent.	344
i) En cas de perte ou d'aliénation.	344
ii) En cas de perte par force majeure	345
b) La restitution complémentaire	347
i) Imputabilité de la jouissance.	347
ii) Imputabilité pour la variation de valeur	349
iii) Imputabilité des frais de restitution.	352
Section 2 - La disposition par le restituant	353
A) La protection des tiers comme exception au principe d'intégralité	354
a) L'apparence comme justification	355
i) La reconnaissance éparse d'une protection en droit québécois.	355
ii) L'apparence en restitution – l'article 1707 C.c.Q.	358
b) Les actes protégés	362
i) L'aliénation	362
ii) Les actes d'aliénation à titre onéreux	363
iii) Les « autres actes »	365

c)	L'exigence de la bonne foi	367
i)	La connaissance liée au fait générateur	370
ii)	La connaissance issue de la publication d'un droit	374
d)	Les conséquences sur le tiers non protégé	378
i)	Le lien juridique entre le créancier et les tiers	378
ii)	L'acte d'aliénation à titre gratuit en faveur du tiers de bonne foi	380
iii)	Le tiers qui n'est pas de bonne foi	382
B)	Les intérêts des parties protégés par des régimes juridiques particuliers.	383
	Section 3 - Les personnes protégées.	386
	Conclusion du chapitre 1	389
Chapitre 2 -	L'intervention du tribunal.	391
	Section 1 - L'immoralité et l'illicéité	392
A)	Les adages <i>Nemo auditur</i> et <i>In pari causa</i>	392
a)	L'origine des adages.	393
i)	Le droit romain	394
ii)	De l'ancien droit français jusqu'au Code civil	395
b)	La force obligatoire des adages	397
i)	La justification des adages	397
ii)	L'adage comme source de droit.	401
B)	L'application contemporaine des adages en matière de restitution.	406
a)	En France	406
i)	La cause et l'objet immoral.	408
ii)	La « culpabilité » moindre du demandeur	409
b)	Au Québec	411
i)	Une exclusion de principe des adages	413
ii)	Une porte ouverte aux cas jugés graves	414

Section 2 - L'injustice pour les parties	417
A) La flexibilité nécessaire du droit de la restitution . . .	417
a) Les difficultés rencontrées dans l'élaboration d'un régime	417
b) L'exemple particulier de la restitution unilatérale en France	419
B) L'analyse de la solution québécoise – un pouvoir discrétionnaire du tribunal	421
a) L'avantage indu	423
i) Le gain injustifié	424
ii) La perte injustifiée	429
b) L'étendue du pouvoir discrétionnaire	434
i) Un pouvoir limité à la restitution	434
ii) Un pouvoir exceptionnel	437
Conclusion du chapitre 2	441
Conclusion du titre 2	442
Conclusion de la partie II.	444
Conclusion générale	447
Bibliographie	457
Table de la législation	491
Table de la jurisprudence	507
Index analytique	525